

Israël ne peut pas se cacher de la Cour internationale de justice

Partage international n° [427](#) - Mars 2024

par Jeffrey D. Sachs

Il est facile d'être cynique à l'égard de l'état de droit dans le monde. À peine la Cour internationale de justice (CIJ) jugeait-elle qu'Israël commettait de manière plausible un génocide contre le peuple palestinien, que le Département d'État américain¹ déclarait : « *Nous continuons de croire que les allégations de génocide sont infondées et notons que la Cour n'a pas conclu à un génocide, ni appelé à un cessez-le-feu dans sa décision.* » Les dirigeants israéliens ont dénoncé un verdict « *scandaleux* » et « *antisémite* ». Pourtant, les risques liés à la décision de la CIJ et à son suivi dans un an ou deux sont profonds pour Israël. Si le pays rejette la Convention sur le génocide, il met en péril sa place au sein de la communauté des nations.

Il est vrai que la décision provisoire de la CIJ ne mettra pas fin, à elle seule, à la guerre d'Israël à Gaza ni même au massacre du peuple palestinien. On dénombre déjà [au 29 janvier 2024] 26 000 tués, et ce chiffre continue d'augmenter ; il s'agit à 70 % de femmes et d'enfants. La décision en elle-même ne mettra pas fin à la complicité de l'Amérique dans le massacre des Palestiniens par Israël. Ce dernier ne pourrait pas mener la guerre à Gaza un jour de plus sans que les États-Unis ne fournissent les munitions et un soutien militaire supplémentaire.

Pourtant, cette décision a déclenché un compte à rebours pour l'avenir d'Israël. Si Israël continue d'agir en toute impunité et était condamné pour génocide dans la décision finale de la CIJ, Israël deviendrait un État paria. Les jeunes Américains, en particulier, mettront un terme au soutien américain à Israël. Ce dernier serait totalement isolé, condamné par le monde.

La plupart des 193 gouvernements des Nations unies méprisent déjà le comportement d'Israël. La plupart voient en lui un pays qui occupe les territoires de la Palestine depuis 57 ans (depuis la guerre de 1967), qui a méprisé et continué d'enfreindre les décisions

de dizaines de votes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'Onu, et qui a ouvertement encouragé et soutenu l'installation illégale de 700 000 colons dans les territoires occupés.



Photo : Naaman Omar [News & Information Agency \(Wafa\) in contract with APImages, CC BY-SA 3.0](#),
via Wikimedia Commons

Gaza en octobre 2023. La Palestine survivra à l'horrible épreuve actuelle, profondément blessée mais bénéficiant d'un fort soutien mondial.

La plupart des États membres de l'Onu entendent clairement les expressions de haine viscérale de la part de nombreux dirigeants israéliens envers le peuple palestinien. Citons par exemple, la déclaration versée au dossier de la CIJ, du président israélien Isaac Herzog accusant l'ensemble de la population de Gaza. Ces États comprennent clairement l'intention du gouvernement israélien actuel d'occuper la Palestine et de gouverner les 7 millions de musulmans et de chrétiens palestiniens vivant aujourd'hui en Israël et en Palestine. L'Afrique du Sud a porté plainte devant la CIJ contre Israël parce qu'elle est à même de reconnaître un régime meurtrier d'apartheid et c'est exactement ce qu'elle voit dans la domination continue d'Israël sur le peuple palestinien.

Jusqu'à présent, Israël n'a pas été dissuadé par l'opinion mondiale en raison de ses armes nucléaires,

de son zèle messianique et, plus important encore, du soutien militaire, financier et public des États-Unis, notamment des votes de ce dernier au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale de l'Onu. De plus, les États-Unis et Israël ont agi en pensant que le soutien financier et la fourniture de systèmes d'armement américains aux pays arabes les inciterait à tourner le dos au peuple palestinien. Israël et les États-Unis agissent avec une arrogance suprême, croyant que la puissance militaire donne raison et que l'argent est roi. Israël il est vrai, agit également par peur des Palestiniens, mais il s'agit de la peur démesurée et largement injustifiée de l'opprimé, du conquis, du déplacé. En reconnaissant et en faisant la paix avec un État de Palestine indépendant, Israël supprimerait la haine et l'humiliation qui nourrissent le soutien au Hamas, et réduirait ainsi la menace qui génère sa propre peur.

Les Israéliens doivent comprendre que les États-Unis ne peuvent pas sauver Israël à long terme, et qu'ils ne le feront pas. Les États-Unis n'agiront pas autrement qu'avec ceux qu'ils ont « sauvés » par le passé : le Sud-Vietnam ; l'Iran après le coup d'État américano-britannique de 1953 ; l'Afghanistan après 2001 ; l'Irak après le renversement de Saddam Hussein par les États-Unis en 2003 ; la Syrie après la tentative américaine de renverser Bachar al-Assad en 2011 ; la Libye après le renversement de Mouammar Kadhafi par l'Otan en 2011 ; ou encore l'Ukraine depuis le coup d'État mené par les États-Unis en 2014. La force militaire américaine est incapable de soutenir des régimes qui manquent d'un large soutien et d'une légitimité internationale. L'Amérique se lasse de chaque aventure militaire malavisée et finirait par faire de même quant à Israël, si le pays devenait paria et hors-la-loi.

En outre, les États-Unis arrivent au terme de leurs largesses financières. Sa dette publique atteint déjà 122,9 % du PIB et augmente rapidement. Il n'existe pas de consensus à Washington sur la manière de stabiliser le budget américain, mais un point est clair : un soutien massif aux pays étrangers ne fera pas partie du marché. L'arrêt du financement américain en faveur de l'Ukraine, malgré le lobbying intense exercé par le puissant complexe militaro-industriel, en est un exemple frappant. Même l'accès aux systèmes d'armes américains avancés ne persuadera pas les nations arabes d'abandonner la cause d'un État palestinien. Quoi qu'il en soit, les systèmes d'armes avancés russes, iraniens, nord-coréens, chinois et autres bénéficieront d'une offre très compétitive dans les années à venir ainsi que de meilleures conditions de financement.

A l'heure actuelle, l'opinion publique israélienne

soutient ardemment la brutalité et le massacre perpétrés par Israël à Gaza. Le public est saisi par un mélange de peur écrasante, de fanatisme religieux et de propagande d'État. Les Israéliens croient largement que les nations arabes cherchent implacablement à détruire Israël. Ils ne voyagent pas dans les pays arabes et ne connaissent ni ne comprennent les attitudes et les politiques de ces sociétés voisines. Ils n'écoutent pas les déclarations des dirigeants arabes et islamiques appelant à une paix basée sur la solution à deux États parce que les grands médias israéliens, comme les grands médias américains, sont aux prises avec une propagande d'État implacable, un patriotisme abrutissant et une volonté belliciste omniprésente.

La société israélienne est incommensurablement traumatisée par la Shoah, qui reste le fait central constituant l'histoire moderne et la mémoire de chaque famille juive d'origine européenne, où que ce soit dans le monde. Une éventuelle conclusion de la plus haute instance de justice au monde, selon laquelle Israël lui-même serait désormais devenu génocidaire ébranlerait donc la société israélienne jusqu'à ses fondements et romprait le contrat social qu'Israël entretient avec la communauté juive mondiale. A ce stade très douloureux et fort désastreux, l'opinion publique israélienne pourrait commencer à reconsidérer ses hypothèses actuelles.

Les massacres d'Israël se poursuivent, malgré la décision de la CIJ, c'est vrai, mais sous un contrôle juridique et politique considérablement accru. Chaque meurtre israélien de sang-froid, chaque bombardement d'un hôpital, chaque destruction d'une école ou d'une université palestinienne, chaque refus israélien de fournir de la nourriture et de l'eau aux Gazaouis, sera méticuleusement enregistré par l'excellente équipe de juristes sud-africains et par des instituts juridiques hautement respectés dans le monde entier, dont le Centre pour les droits constitutionnels et de la loi pour la Palestine. Tout cela sera dûment transmis à la CIJ.

La Palestine survivra à l'horrible épreuve actuelle, profondément blessée mais bénéficiant d'un fort soutien mondial. L'avenir d'Israël, en revanche, est en jeu, car il pourrait bientôt se retrouver banni par la communauté internationale en tant que violeur flagrant du droit international. Israël a besoin de toute urgence de dirigeants qui privilégient le droit international plutôt que la force militaire, l'humilité plutôt que l'arrogance et le rétablissement de la paix plutôt que la brutalité. Et Israël - pas moins que les États-Unis - doit comprendre la futilité autodestructrice du déploiement de la force militaire dans le but de nier la justice et les droits politiques

au peuple palestinien.

1. L'équivalent du Ministère des Affaires étrangères.

Israël **Auteur** : Jeffrey D. Sachs, professeur de développement durable et de gestion de la santé à l'université Columbia, à New York (Etats-Unis).

Sources : Common Dreams

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Point de vue